

5^c.

Journal du Lot

5^c.

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mercredi, Vendredi et Dimanche

Abonnements	Ces prix doivent être doublés pour l'édition quotidienne.	Rédaction & Administration	Publicité
	3 mois 6 mois 1 an	CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS	ANNONCES (la ligne ou son espace)..... 50 cent. RECLAMES (— — —)..... 75 cent.
LOT et Départ. limitroph. 3 fr. 5 fr. 9 fr.		A. COUESLANT, Directeur L. BONNET, Rédact. en chef	Les Annonces judiciaires et légales peuvent être insérées dans le « Journal du Lot » pour tout le département. Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse.
Autres départements.... 3 fr. 50 6 fr. 11 fr.		Les annonces sont reçues au bureau du Journal.	
Les abonnements se paient d'avance			

Par ordre du ministère et sous menace de saisie, d'abord, de suppression ensuite, nous devons, désormais, vendre le « Journal du Lot » dix centimes, ou accepter de paraître sur le format du présent numéro. (« Il faut économiser le papier », — c'est pourquoi, 5 fois par semaine, les grands quotidiens ont 4 pages !!!). — Nous nous inclinons devant la force, tout en protestant contre le décret illégal du 10 août 1917. — Nous condenserons la matière de façon à donner le plus de texte possible dans ce format exigü ! — Nos lecteurs, nous en avons la conviction, nous sauront gré d'avoir maintenu le prix de 5 cent. (Nous insérerons cet avis dans tous les numéros, pour expliquer ce format aux lecteurs nouveaux.)

Format illégalement imposé : N^o 30 5

LA SITUATION

La partie est perdue, cautions, dit l'Autriche. — Encore la cynique théorie de la « guerre défensive ». Quelques nouveaux documents qui prouvent l'impudence des Boches. — Les pourparlers sont inutiles : les conditions de l'Entente sont connues et inébranlables. — L'orage gronde aussi à l'intérieur, les délégations ouvrières parlent haut, à Berlin !... — Sur les fronts.

Après l'échec de tentatives hypocrites, l'Autriche fait, ouvertement, des propositions de paix.

Peut-être penserez-vous que si le « Brillant second » propose aux Alliés de déposer les armes, s'il appelle le Vatican à la rescousse, c'est que les choses vont mal pour les Centraux. Erreur *kolossale* : la proposition fait partie du plan allemand tout comme les reculs stratégiques ! Les Boches estiment qu'il y a assez de sang versé. Par l'intermédiaire de Vienne ils nous invitent à mettre un terme aux hécatombes. Les braves gens !...

Il eut été plus simple, assurément, de ne pas provoquer le conflit alors que l'Entente faisait, en 1914, des prodiges pour éviter la guerre. A cela, les Austro-Allemands répondent avec obstination : nous sommes victimes de l'ambition anglo-saxonne, nous faisons « une guerre défensive pour l'intégrité et la sécurité de nos territoires ».

Une fois de plus, voyons ce qu'il en est à l'aide de documents irréfutables.

La victoire allemande de 1870 avait été suivie, chez nos ennemis, d'une prospérité inouïe. C'est un boche, le célèbre Friedrich Naumann qui l'a écrit dans *Demokratie und kaisertum 1900* :

Bismark apporta au nouvel empire, comme fruit de la guerre, l'énorme fonds de roulement... En trois ans Bismark transporta en Allemagne environ UN TIERS du produit annuel de toute l'économie nationale française. Avec cette somme fut dotée l'économie nationale allemande.

Et Naumann ajoutait plus loin :

Voyez l'état actuel de ce peuple français si heureusement doué, si favorisé par la nature.... Rien ne lui réussit plus tout à

fait. Nos voisins ont notre victoire dans les jambes.

C'est en 1900 que le Boche écrivait cela. Le génie français triompha néanmoins de toutes les difficultés. La prospérité croissante de notre pays ressuscita la jalousie des Barbares. Voilà pourquoi ils ont voulu une nouvelle guerre. Ils espéraient ruiner définitivement la France au profit de l'Allemagne !

Signer une paix avec l'Allemagne *non vaincue* serait, comme pour la Russie et la Roumanie, accepter la *spoliation l'exploitation totale* de la France.

Revenons à l'affirmation nouvelle de Vienne : « nous faisons une guerre *défensive* ».

En 1900, paraissait à Berlin un ouvrage, *l'Allemagne au début du xx^e siècle* (Deutschland bei Beginn des 20sten Jahrhunderts) dans lequel on lisait :

Nous n'hésiterons pas à enlever à la France et à la Russie de larges bandes de territoire dont nous ferons des Marches à nos frontières de l'Ouest et de l'Est : l'évacuation de ces régions, aussi grande que possible, par la population étrangère et l'indemnisation de cette population par les puissances vaincues figureront parmi les conditions de paix. Alors nous coloniserons. Voilà comment nous nous représentons l'élargissement de nos frontières en Europe. L'accroissement rapide de notre population nous rend cette extension AUSSI NÉCESSAIRE que notre pain.

Vous avez bien lu : les Allemands, en 1900, considéraient le vol de nos provinces comme absolument nécessaire pour eux. Voilà la morale de ces bandits qui prétendent soutenir une guerre.....*défensive* !

La *nécessité* (1) de ce vol apparaissait nettement à tous les intellectuels boches :

De Ernst Hasse, en 1902, dans *Deutsche Politik* : « Il nous faut des terres et non pas seulement des colonies ; il nous faut des terres même habitées par des étrangers, mais dont, à l'avenir, nous ferons les destinées selon nos besoins. »

D'Otto Tanneberg, en 1911, dans *La plus grande Allemagne, l'œuvre du xx^e siècle* : « Nous ne pouvons assister à un nouveau développement de notre industrie sans maintenir l'équilibre en étendant d'autant notre terre cultivable. »

Ces preuves d'une cynique ambition pourraient être multipliées à l'infini. Aucun doute, par suite : le crime a été préparé pendant de longues années ; l'Allemagne cherche aujourd'hui à le nier simplement parce qu'elle entrevoit la débâcle. Ecoutez encore ce qu'on lit dans le *Berliner Tageblatt* du 7 septembre dernier ; ce sont les propres paro-

les du Président de la Ligue Pangermaniste :

Nous autres, pangermanistes, avons consacré la guerre :

En 1905, contre la France ;
En 1911, contre la France et l'Angleterre ;
En 1912, contre la Triple Entente ;
En 1914, nous avons souhaité la guerre parce que nous la considérons comme une nécessité en présence de l'évolution dangereuse qui menaçait d'entraîner notre peuple et parce que nous savions qu'une guerre est d'autant plus facile et moins coûteuse qu'elle est déclenchée à une époque favorable.

Et le *Berliner Tageblatt* — oui, le journal boche lui-même ! — d'ajouter que pareilles déclarations se peuvent citer par douzaines.

Donc, pas l'ombre d'un doute, Guillaume a bien voulu la guerre dans l'espoir d'en tirer un gros profit pour son pays.

Une fois la guerre déclenchée, l'appétit monstrueux des Barbares s'est, du reste, affirmé sans répit.

En 1915, les sept grandes associations de producteurs allemands adressaient au chancelier Bethmann-Holweg un mémoire réclamant l'annexion d'une partie importante du territoire français, annexion *indispensable* à la prospérité teutonne. Pour avoir une idée de l'appétit boche, prenez une carte de France, tracez une ligne allant de Genève au Creusot, du Creusot à Troyes et de Troyes à la mer en passant par Amiens, toute la partie située au nord et à l'est de cette ligne (Belgique comprise) était réclamée comme une *nécessité* par les sept grandes associations boches.

C'est cela, — le quart de la France ! — que Guillaume exigeait en poursuivant.... une guerre *défensive* !...

En décembre 1917, l'« Union des industriels allemands du fer et de l'acier », l'« Union des Maîtres de forges allemands » réclamaient impérieusement, à leur tour, dans un mémoire remis au chancelier, tout le bassin minier franco-lorrain. La place nous manque pour citer tout au long. Bornons-nous à reproduire cette phrase qui souligne bien l'ignominie de la mentalité teutonne :

Ces territoires sont *indispensables* à notre vie.... Le déplacement de nos frontières est fatalement *indispensable* pour la consolidation de notre économie politique, spécialement pour procurer du travail à notre grand monde d'ouvriers, pour augmenter la production agricole de notre sol et par suite pour améliorer la situation de chaque Allemand en particulier....

Et c'est à son « vieux Dieu » que

Guillaume-Mandrin en appelait pour obtenir la réalisation de ce crime sans nom !

Malheureusement, les événements n'ont pas tourné comme l'espérait le bandit de Berlin. Les armées qui défendent la civilisation se sont mises en travers des odieux projets et les choses vont mal pour Guillaume.

On tente donc, une fois encore, une offensive pacifiste. Vienne propose une réunion autour d'un tapis vert, dans un pays neutre, pour étudier à quelles conditions on pourrait arrêter la guerre.

A quelles conditions ?... Les Alliés les ont nettement spécifiées à plusieurs reprises. Elles tiennent en quelques mots : *réparations, restitutions, garanties*. C'est à dire libération totale des territoires envahis, équilibre mondial, affranchissement des peuples opprimés et réparations des dommages causés. A ces conditions, les Américains en ont ajouté une autre, rendue nécessaire par les dévastations sauvages de la horde. Les Américains, *approuvés par tous les Alliés*, veulent le châtiement des coupables.

N'oublions pas comme l'écrivit le *New-York Evening Sun*, que, en détruisant impitoyablement tout ce qui existe dans les régions envahies, les Allemands veulent empêcher la France de se relever commercialement par un traité de paix, de sorte que s'ils perdent la guerre militairement, ils la gagneront quand même commercialement. Telle est l'idée qui s'impose avec une force diabolique aux intellects pervertis et aux âmes enflammées par les terribles doctrines de l'école moderne allemande. La destruction de la France n'est pas un crime militaire, c'est un crime délibéré ; aussi le monde devra-t-il s'en préoccuper après la guerre. Une sanction doit être prise, et c'est maintenant que nous devons décider quelle sera la peine qui devra frapper le criminel.

A notre sens, dit le journal américain, cette peine doit comporter la restitution et la reconstruction complète des pays dévastés aux frais des destructeurs.

Les revendications des alliés sont donc nettes et définitives. Aucune conversation ne saurait modifier ces conditions. Il est parfaitement inutile de se réunir pour discuter en vain. Aussi bien, M. Wilson l'a dit clairement : il n'y a pas à discuter avec l'Allemagne. On lui imposera la paix sur les bases fixées plus haut, c'est tout.

L'Allemagne a voulu, préparé et déclaré la guerre. Elle doit en supporter les frais. Si nous avions le malheur de déposer les armes avant que ce résultat intégral soit assuré, ce serait pour nous, au cours des années qui suivraient, la misère et la servitude.

Un grand journal helvétique la *Suisse* résume admirablement, d'une façon concise, la démarche de Vienne :

« La partie est perdue. Causons. »

C'est cela même.

Qui donc serait assez fou, chez nous, pour donner dans le piège au moment où l'on tient le Bandit à la gorge ?...

Et tandis que l'orage gronde à l'extérieur, la situation se complique singulièrement à l'intérieur.

Une douzaine de délégués ouvriers ont été reçus par le chancelier auquel ils ont tenu un langage dépourvu de douteur !

Ils lui ont exposé que la détresse du peuple est à son comble et qu'il est temps d'aviser si l'on veut éviter des événements pénibles.

Les doléances de la délégation ne se bornèrent pas à la question des vivres.

Les délégués exigèrent que la Chambre des Seigneurs fût mise en demeure de voter le suffrage universel, depuis si longtemps promis.

Ils réclamèrent aussi un désaveu catégorique de la néfaste politique des pangermanistes.

Le chancelier plein d'une apparente conciliation promit tout ce qu'on lui demandait. Il poussa même la condescendance jusqu'à « remercier les délégués ouvriers de leur démarche ».

Il y a trois mois on les eût mis dehors, ou dedans ! Aujourd'hui on les accompagne à la porte avec des marques de déférence.

Les temps sont changés parce que Guillaume a peur.

« Le peuple allemand, dit l'*Œuvre*, aujourd'hui, réclame ; demain, il menacera. Qu'arrivera-t-il après-demain ? »

En dépit du laconisme des communiqués on peut être certain que les opérations marchent bien :

Les Anglais ont marqué un intéressant progrès dans le secteur d'Ypres et repoussent toutes les contre-attaques ennemies.

Les Français menacent le Chemin des Dames au point que la presse allemande prépare l'opinion à un nouveau repli stratégique !... — Une correspondance reçue par un de nos compatriotes permet de prévoir une *heureuse nouvelle*.

Les Américains agissent et se font !

En Orient, les Franco-Serbes ont pris l'offensive dans la région de Monastir. L'action se déroule avec succès.

A. C.

A deux pas de la frontière

Vers Pagny-sur-Moselle, les troupes américaines ont dépassé Villers-sous-Freny, et atteint Vandières à moins de deux kilomètres et demi de la gare frontière.

A l'est et au nord-est de Jaulny, les Yankees, suivant la vallée du rapt de Mad, ont enlevé une série de positions très fortement organisées. Cette avance en direction de Gorze, importante localité de la Lorraine annexée, est des plus intéressantes.

Sur la Moselle

On a remarqué avec satisfaction cette phrase du communiqué américain : « Nos lignes ont été avancées sur la rive gauche de la Moselle ». C'est la première fois depuis quatre ans que le nom de la rivière lorraine apparaît dans un bulletin de guerre. Encore quelques kilomètres et nous serons en territoire annexé. Au delà de cette rive gauche de la Moselle, sur laquelle nous sommes maintenant installés, c'est Metz et Thionville.

Lille au premier plan

Dans le « Berliner Tageblatt », le général von Ardenne fait remarquer que, par suite du « recul élastique » imposé aux troupes allemandes, la position de Lille passe au premier plan comme intérêt stratégique. Le général reconnaît que Lens se trouve aux trois-quarts cernée par les Anglais, qui se sont avancés jusqu'aux abords immédiats de Douai. Lens forme donc un saillant que le haut commandement prendra l'initia-

tive de réduire sans attendre la pression des alliés.

Deux pirates abattus

Nous avons reçu hier, trop tard pour la publier, la dépêche de *Paris-Télégrammes* annonçant qu'un Gotha avait été abattu au cours du raid sur Paris.

Ce matin, on annonce que deux Gothas ont été abattus par l'artillerie de défense.

Un avion est tombé dans la banlieue parisienne ; le second en forêt de Compiègne.

L'as canadien Bishop abat son centième avion

Le lieutenant canadien Bishop vient d'abattre son centième avion. Le gouvernement britannique lui octroie un repos en le chargeant de l'organisation d'un corps d'aviation canadien homogène. L'as canadien est âgé de vingt ans.

Karl n'a pas envoyé la Note

Les gouvernements de l'Entente n'ont pas encore reçu la note de l'Autriche-Hongrie.

Défaite allemande en Mozambique

Un communiqué officiel de l'armée d'Afrique, annonce que des forces ennemies assez importantes opérant en Mozambique et commandées par l'officier allemand Spurguibus, ont attaqué dans la région de Kartugal. Au cours du dur combat qui s'engagea, les Allemands subirent de lourdes pertes et furent contraints d'abandonner toutes leurs positions.

Sur le front italien

(Officiel). — Ce matin, dans la région nord et nord-ouest du Grappa, nos détachements d'infanterie ont exécuté avec succès des coups de main contre les lignes ennemies, améliorant sur certains points les positions précédemment occupées et capturant de nombreuses mitrailleuses. Les prisonniers dénombrés jusqu'à présent sont de 321, dont 5 officiers.

Un avion ennemi a été abattu.

Sur le front de Macédoine

(Officiel). — Hier, à 5 h, 30 les troupes françaises et serbes, après une violente préparation d'artillerie, ont attaqué les positions ennemies, puissamment organisées sur le front Veternik-Dohropolje-Sokolo, que les Bulgares avaient fortifiées pendant deux ans et demi et qui formaient la partie la plus importante de tout le front de Macédoine.

La première position ennemie sur le front serbe a été enlevée sur une étendue de onze kilomètres.

De nombreux prisonniers, des canons, du butin de toute sorte, non encore dénombrés, sont tombés entre nos mains. Les opérations continuent favorablement.

Chronique locale

Remise de décorations

Mardi matin, à 10 heures, sur la place Thiers, M. le Commandant d'armes Bardon a procédé avec le cérémonial militaire habituel à la remise de la croix de chevalier de la Légion d'honneur à M. le lieutenant Clergue, contrôleur de la main-d'œuvre agricole.

Les jeunes soldats de la classe 19, encore présents à Cahors, rendaient les honneurs.

Nous adressons nos vives félicitations au nouveau légionnaire.

Contre les spéculateurs

Les spéculateurs ont plus d'un tour dans leur sac : s'ils sont pris en flagrant délit de friponnerie, le lendemain, ils s'ingénient à trouver un autre truc pour rouler le public.

Nous avons, à propos des magasins communaux, œuvre éminemment populaire, indiqué les prix de certaines denrées, du riz, notamment. Ce riz, destiné exclusivement au ravitaillement de la population civile ne peut être vendu plus de 190 francs les 100 kilos, et très prochainement, peut-être même c'est chose faite, il ne sera vendu que 100 francs.

Or, il est certain que tous les grossistes l'ont vendu bien plus cher ; ce faisant, qu'on le sache bien, c'est du vol.

Le tribunal correctionnel de Bar-le-Duc vient de condamner à trois mois de prison avec sursis et 10.000 fr. d'amende sans sursis pour spéculation illicite sur le riz, Georges Weil, négociant en gros à Bar-le-Duc, qui, par l'entremise d'épiciers détaillants, auxquels il avait consenti une remise de 10 fr. par 100 kilos, était arrivé à se procurer près de 60 quintaux de riz, achetés à la chambre de commerce 190 francs le quintal, et revendus par lui à un courtier de Paris au prix de 280 fr., réalisant ainsi un bénéfice d'environ 40 0/0.

Et voilà comment des spéculateurs parviennent à fausser les meilleurs systèmes, à voler des marchandises qui doivent être vendues à bon marché aux consommateurs déjà si exploités.

Le truc de ce rapace n'est pas nouveau ; mais c'est heureux qu'on ait pu l'éventer à temps. Les intermédiaires qui reçoivent des denrées du Ravitaillement civil n'ont pas le droit de les vendre plus cher que le prix fixé, car ils touchent une commission relativement importante.

Et à ce sujet, persistons dans cette idée que le nombre d'intermédiaires devrait être tout à fait limité, et dans tous les cas que ces intermédiaires ne devraient être choisis que parmi les professionnels de l'épicerie, et que surtout les magasins communaux devraient être amplement approvisionnés, car ce sont les magasins communaux qui peuvent fournir au meilleur prix les denrées procurées par le Ravitaillement civil.

Ainsi, on éviterait toutes les spéculations et le consommateur profiterait des commissions que touchent les intermédiaires.

La rentrée scolaire à Cahors

Le projet de transfèrement des établissements scolaires de Cahors à la poursuite les uns des autres (et que nous n'avons annoncé qu'après qu'il fut devenu de notoriété publique, lui refusant d'abord toute créance), a suscité une émotion qui est bien loin d'être calmée. Beaucoup de personnes demandent à quelle date et dans quelles conditions aura lieu la rentrée des quatre établissements visés par le projet.

Il ne nous appartient pas de répondre. L'administration universitaire saura d'ailleurs informer les familles en temps utile.

Mais si le projet des transfèremens par ricochets était maintenu, ce dont nous doutons plus que jamais, il faudrait envisager le déménagement complet de chacun des établissements et leur aménagement consécutif. Supposons que l'on puisse mettre à la disposition de chacun des établissements toute la main-d'œuvre et tous les camions de déménagement nécessaires (ce qui ne serait pas si facile dans les circonstances actuelles), nous laissons à chacun le soin de calculer le nombre de semaines qui serait nécessaire pour le déménagement complet — et l'installation ultérieure dans un local insuffisant, — du matériel considérable d'un établissement comme le Lycée Gambetta. Remarquons d'ailleurs que les déménagements ne pourraient avoir lieu que successivement, l'établissement n° 4 devant d'abord faire place nette pour permettre au n° 3 de céder son local au n° 2 qui ferait enfin place au n° 1 : notre Lycée Gambetta.

Il y faudrait sans doute quelques mois ! (...Et nous sommes à 12 jours de la rentrée !) Comment ne pas être inquiet à la pensée de la répercussion funeste qui en résulterait pour le recrutement de notre Lycée, de notre collège, et sans doute aussi, de nos écoles annexes !

C'est pourquoi nous persistons à croire que le projet des déménagements en cascades ne sera pas maintenu et qu'entre toutes les combinaisons qui se présentent à l'esprit de toute personne connaissant un peu la ville de Cahors, l'Administration saura choisir la moins désavantageuse, celle qui réduira la désorganisation au minimum.

On a appris, en France, à utiliser les effectifs. Il serait temps d'apprendre à utiliser les locaux disponibles.

P.-S. — Ayant appris au dernier moment qu'il était question d'envoyer provisoirement à l'Ecole normale d'Instituteurs de Cahors les élèves-maitres (en nombre réduit comme partout) de l'Ecole normale d'Instituteurs de Rodez, privée de son local occupé entièrement par le service de santé, et privée aussi de son directeur, nous avons immédiatement demandé ce qu'il en était à M. le Directeur de l'E. Normale de Cahors. Celui-ci nous a répondu qu'à sa connaissance aucune décision n'avait été prise et qu'il ignorait tout. Mais nos informations particulières nous permettent de dire que la mesure en question, d'ailleurs tout à fait naturelle dans les circonstances actuelles, est de celles qui pourraient être prochainement réalisées. Elle nous fournirait un nouvel argument pour demander qu'on touche le moins possible à nos établissements universitaires, surtout à ceux qui ne sont pas réquisitionnés par le service de santé.

Citation à l'ordre du jour

Notre compatriote Paraire Antoine, originaire de St-Cyprien, a été cité en ces termes : « A fait preuve pendant toute la durée des combats du 20 au 25 avril d'un sang-froid remarquable ; à plusieurs reprises, ses pièces étant enrayées, les a remises en état de tirer ». Il a été décoré de la croix de guerre.

Nos félicitations.

Médaille d'or

La médaille d'or de l'Aéro-Club de France pour l'aviation de bombardement a été décernée à notre compatriote, le capitaine-pilote A. Mézergues, originaire de Labastide-Murat, chevalier de la Légion d'honneur.

Nos félicitations au vaillant aviateur.

Mutation

M. Tahot, capitaine au 7^e d'infanterie, passe au 36^e.

Conseil d'arrondissement de Cahors

Le Conseil d'arrondissement de Cahors s'est réuni à l'Hôtel de la Préfecture, le lundi 16 septembre, à 2 heures de l'après-midi pour la tenue de la 2^e partie de la session de l'année 1918.

Etaient présents : M. le D^r Gélis, D^r Ducros, Pons, Bénéch, Fournié et D^r Pénel. M. Souchier, secrétaire général, assiste à la séance.

M. le D^r Gélis, est élu président à l'unanimité ; M. Bénéch, vice-président et M. le D^r Pendarie, secrétaire.

Le Conseil d'arrondissement, adopte à l'unanimité le vœu suivant présenté par MM. Gélis, Bénéch et Ducros.

« Le Conseil d'arrondissement de Cahors adresse l'hommage de son admiration aux valeureux chefs et soldats français et alliés qui dans la lutte pour le droit qui engage le monde, portent si haut la gloire de notre pays.

« Il présente ses respectueuses félicitations au chef du Gouvernement M. Clemenceau, pour son haut patriotisme qui, dans les jours les plus durs de la guerre, a su maintenir intact le magnifique moral du pays et sa confiance inébranlable dans la victoire. »

Le Conseil s'occupe ensuite de la question du sous-répartement des contributions personnelle-mobilière et des portes et fenêtres ; il adopte le projet de répartition n° 2 pour la première de ces contributions et le projet n° 1 pour la seconde.

Les vœux suivants sont ensuite adoptés à l'unanimité :

Vœu déposé par M. le D^r Ducros et tendant à ce qu'il soit créé à Cahors un magasin central de ravitaillement où toutes les communes et les particuliers pourront s'approvisionner en supprimant de la sorte tous les intermédiaires.

Vœu déposé par M. le D^r Pénel et tendant à ce que le Comité de ravitaillement mette à la disposition de chaque propriétaire, la quantité de maïs qui lui est indispensable pour la préparation des animaux destinés à la consommation familiale.

Vœu déposé par M. Pons et tendant à ce que la compagnie d'Orléans avance le départ de quelques minutes et accélère un peu la vitesse du train 48.027, partant de Libos à 18 h. 17 afin de permettre aux voyageurs de pouvoir prendre l'express de Paris-Toulouse, qui part de Cahors à 20 h. 34.

Vœu déposé par M. Fournié et tendant à ce qu'il soit ajouté un wagon de voyageurs à un train de marchandises de la ligne Toulouse-Cahors, dans le milieu du jour, afin que les voyageurs du département ne soient pas obligés comme actuellement de séjourner à Cahors toute la journée.

Vœu déposé par MM. Gélis et Bénéch et tendant à ce que la compagnie d'Orléans ajoute quelques wagons de voyageurs aux trains de marchandises circulant entre Cahors et Capdenac ou bien crée, les jours de foires et les mercredis et samedis, jours de marché de Cahors, un train de voyageurs arrivant à Cahors vers 9 heures et repartant le soir à 16 heures pour Capdenac.

Foire du 14 septembre 1918

La foire du 14 septembre a été peu importante. Voici les cours :

Bœufs gras, de 75 à 85 fr. les 50 kilos ; bœufs de travail, de 1.600 à 2.200 fr. la paire ; vaches de travail, de 1.400 à 2.000 fr. la paire ; porcelets de 40 à 100 fr. la pièce.

Marché. — Poules grasses, 2 fr. 40 ; poulets, 2 fr. 50 ; dindes, 1 fr. 90 ; canards, 2 fr. 25 ; lapins privés, 1 fr. 20 le 1/2 kilo ; oies, de 35 à 40 fr. pièce.

Œufs, 3 fr. la douzaine.

Moutons gras, 1 fr. 35 ; agneaux, 1 fr. 45 le 1/2 kilo ; brebis d'élevage 80 à 90 fr. la pièce.

Figeac

La population Figeacoise, vendredi soir, a vibré d'une émotion patriotique intense.

Sous les auspices de la « Ligue Française » M. Emile Hinzelin, professeur à l'Ecole des Hautes Etudes sociales, faisait en effet une conférence ayant pour sujet : « Pourquoi la France vaincra ».

Emile Hinzelin, Alsacien-Lorrain, apôtre infatigable de la revendication de nos chères provinces, a fait passer dans nos cœurs sa foi ardente en la victoire.

Rappelant l'héroïsme de nos braves enfants qui ont soutenu si vaillamment le premier choc de l'agression Allemande montrant l'effort britannique et l'aide formidable que, sans compter nos alliés nombreux, Belges, Serbes et autres, nous apporte l'Amérique, l'orateur nous a fait comprendre que le monstre Allemand ne saurait rester encore longtemps debout et qu'une victoire complète amènera bientôt la paix du Monde.

Certes, nos populations ne sont pas indifférentes, mais si loin du front, de telles conférences ne sont pas inutiles, et, en développant le but que poursuit la « Ligue Française », son éminent délégué, Emile Hinzelin, a, avec juste raison, insisté sur la nécessité de se grouper, de se mieux connaître et de pratiquer cette union sacrée indispensable.

La « Ligue Française » fait appel à tous les Français. Un Comité sera incessamment formé à Figeac. En attendant, les adhésions seront reçues au siège de la Ligue, 237, Boulevard Saint-Germain, Paris.

Gourdon

Notre compatriote le sous-officier Adrien Chaumet, fils de l'entrepreneur de peinture, grièvement blessé dans les derniers combats, évacué dans un hôpital en Touraine, vient de subir l'amputation d'un pied.

— Le jeune Fabre Georges, classe 17, blessé à l'œil gauche, au cours des derniers engagements, a été évacué sur Paris où il est en traitement à l'hôpital du Val-de-Grâce.

Nous souhaitons à nos deux jeunes et braves concitoyens une prompte guérison.

Bureau des Domaines de Figeac (Lot)

Il sera procédé, le 21 septembre courant, à Figeac, dans la Cour de la Gare, à la vente aux enchères de harnachements américains hors d'usage.

Un droit de priorité est accordé pour leur acquisition aux agriculteurs, ainsi qu'aux ouvriers bourelleiers travaillant à leur propre compte, sur la production d'un certificat attestant leur profession et délivré par le maire de leur commune en vue de la vente à laquelle il est procédé.

AVIS DE DÉCÈS

Monsieur CARRIOL, agent d'assurances ; Madame Louise CARRIOL, son épouse, née BERBIÉ ; Monsieur CARRIOL Marcelin ; Les familles VENDRIES, CALMEJANE-COURSE, BOUSQUET, PALAME COUAILLAC, ont la douleur de faire part à leurs amis et connaissances de la perte cruelle qu'ils viennent de faire en la personne de

Mademoiselle Marceline CARRIOL

leur sœur, belle-sœur, tante et cousine, décédée à Cahors le 16 septembre à l'âge de 70 ans, munie des sacrements de l'Eglise, et les prie d'assister à ses obsèques qui auront lieu le mercredi 18 courant, à 8 heures 3/4 précises du matin sur la paroisse St-Urcisse.

Réunion à la maison mortuaire, rue Neuve des Badernes.

AVIS DE DÉCÈS

Madame veuve VERNET ; Messieurs Paul et René VERNET ; les familles VERNET, CAYSSAC, PACHIN, LACROIX, TOURNON et DUFOURD, ont la douleur de vous faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

Monsieur VERNET Alfred

Employé à la Compagnie d'Orléans

décédé le 16 septembre 1918 dans la 44^e année de son âge, et vous prie d'assister à ses obsèques qui seront célébrées le 18 courant, à 3 heures du soir, en l'église Cathédrale.

Réunion à la maison mortuaire, 3, rue de la Banque.

NOS DÉPÊCHES

COMMUNIQUÉ DU 16 Sept. (22 h.)

Paris, 16 septembre, 23 h.

Au cours de la journée, nos troupes ont continué leurs attaques dans la région au nord-est et à l'est de Sancy.

En dépit de la résistance opposée par les Allemands, nous avons progressé de un kilomètre environ sur un front de quatre kilomètres.

Six cents nouveaux prisonniers et deux canons de 105 sont restés entre nos mains.

Communiqué américain

Sauf des combats locaux, au cours desquels nous avons fait des prisonniers, et en dehors d'une activité croissante de l'artillerie et de l'aviation, il n'y a rien à signaler dans le secteur de St-Mihiel.

Communiqué anglais

Nos patrouilles ont ramené quelques prisonniers dans la partie sud de notre front.

Aux environs de Plogsteert et à l'est d'Ypres nous avons légèrement avancé notre ligne.

Sur le reste du front, à part l'activité réciproque des deux artilleries, dans différents secteurs, il n'y a rien à signaler.

Paris, 11 h. 45.

Les pirates de l'air

De Dunkerque : Après 3 semaines de répit, il y a eu une alerte dans la nuit du 15 au 16. Pendant 3 heures, 30 torpilles ont été jetées sur la ville.

Le maire de Dunkerque a décidé que le temps écoulé depuis la guerre sera compté double pour la retraite des fonctionnaires municipaux. Le Conseil émet le vœu que les employés de l'Etat et des grandes administrations soient traités sur les mêmes bases.

Le nouvel emprunt

Le ministre des finances déposera à la Chambre, aujourd'hui même, le projet de loi concernant le nouvel emprunt de 4 0/0, exempt d'impôt.

Les bons de la Défense Nationale, les titres de rente 3 1/2 0/0 et amortissables, les arrrages des emprunts précédents, enfin la moitié du montant total des arrrages des emprunts émis ou garantis par l'Etat Russe seront admis comme souscription.

Finlande et Russie

De Stockholm : Tchitcherine déclare officiellement avoir rompu avec la Finlande dont les exigences étaient trop grandes sur la côte et dont les délégués refusaient de participer à la dette russe de guerre.

La Hollande embarrassée

D'Amsterdam : La question se pose de savoir si la Hollande gardera les 28.000 soldats Belges retenus depuis la chute d'Anvers, la Hollande n'ayant pas assez de vivres pour elle-même.

Sur le front

Les AMÉRICAINS AGISSENT

et se taisent

Le communiqué américain dit : « rien à signaler dans le secteur de St-Mihiel. » Ceci signifie que l'activité de l'armée Pershing n'est pas limitée à ce secteur.

Le massif de St-Gobain et le Chemin-des-Dames échappent à l'ennemi

De Londres : Le correspondant de l'Associated Press télégraphie que l'ennemi sent le massif de St-Gobain et le Chemin des Dames lui échapper.

D'autres inquiétudes encore

L'armée Pershing inquiète les Allemands qui savent, en outre, que les Anglais n'arrêteront pas leur effort actuel.

L'offensive progresse en Macédoine

De Salonique : Les nouvelles continuent à être bonnes sur le front Vetternik-Dobropolje. Les opérations se développent normalement.

Paris, 13 h. 25.

Sur les fronts

On ne signale rien des différents fronts.

L'effondrement bolcheviste

De Stockholm : La province de Riazan se libère du joug bolcheviste en chassant les Soviets. Les paysans se sont emparés du pouvoir. Les gardes rouges de Kostroma, venus pour rétablir l'ordre se sont débâchés en route.

Conseil des Ministres

L'emprunt. — M. Klotz a déposé le projet d'emprunt.

Pour les communes envahies. — M. Pams a déposé un projet tendant à la constitution de commissions nationales, chargées de régler certaines affaires dans les communes envahies.

Rome a reçu

la proposition de Vienne

De Rome : Le Pape a reçu notification de la proposition autrichienne sur la paix.

Y a-t-il accord ?

De Berne : Il semble que l'Autriche a lancé seule sa note dont les termes ne furent pas vus par l'Allemagne. Un accord de principe existait cependant sur les grandes lignes.

Le Parlement autrichien

De Berne : Le correspondant viennois de la National Zeitung dit que le Parlement autrichien se réunira le 1^{er} octobre.

La situation du ministère hongrois resterait très incertaine.

COMMUNIQUÉ DU 17 Septembre

On agit en silence

Au nord de l'Aisne, activité des deux artilleries.

En Champagne, nous avons exécuté un coup de main et fait des prisonniers à l'ouest de Maison-de-Champagne, entre St-Hilaire-le-Grand et Mont Sans-Nom, ainsi qu'au nord de Reims. Nous avons repoussé plusieurs coups de main ennemis. Rien à signaler ailleurs.

Communiqué anglais

Vers Saint-Quentin

Hier, nos troupes ont progressé dans la direction de Vergnier, au nord-ouest de St-Quentin.

Au cours de la journée d'hier et pendant la nuit, nous avons légèrement amélioré nos positions au nord-ouest d'Hulach et au nord-est de Neuve-Chapelle.

Les communiqués restent laconiques. C'est une tactique nécessaire. Il ne s'ensuit pas que nos troupes soient inactives. Il y a même lieu de croire que des nouvelles intéressantes sont prochaines, comme nous le laissent prévoir des correspondances venues du front.

Le propriétaire-gérant : A. COUESLANT